

برنامج
الأغذية
العالمي



Programme
Alimentaire
Mondial

World
Food
Programme

Programa
Mundial
de Alimentos

**Deuxième session ordinaire
du Conseil d'administration**

Rome, 12–14 novembre 2012

PROJETS SOUMIS AU CONSEIL D'ADMINISTRATION POUR APPROBATION

**Point 9 de l'ordre du
jour**

Pour approbation



Distribution: GÉNÉRALE
WFP/EB.2/2012/9-C/2

15 octobre 2012
ORIGINAL: ANGLAIS

INTERVENTIONS PROLONGÉES DE SECOURS ET DE REDRESSEMENT – OUGANDA 200429

Stabilisation de la consommation alimentaire et réduction de la malnutrition aiguë des réfugiés et des ménages extrêmement vulnérables

Nombre de bénéficiaires	392 000
Durée du projet	Trois ans (janvier 2013–décembre 2015)
Quantité de produits alimentaires fournie par le PAM	130 629 tonnes
Coût (dollars É.-U.)	
Coût des produits alimentaires pour le PAM	63 937 596
Coût des transferts monétaires/bons pour le PAM	3 390 912
Coût total pour le PAM	127 919 046

Le tirage du présent document a été restreint. Les documents présentés au Conseil d'administration sont disponibles sur Internet. Consultez le site Web du PAM (<http://executiveboard.wfp.org>).

NOTE AU CONSEIL D'ADMINISTRATION

Le présent document est présenté au Conseil d'administration pour approbation.

Le Secrétariat invite les membres du Conseil qui auraient des questions d'ordre technique à poser sur le présent document à contacter les fonctionnaires du PAM mentionnés ci-dessous, de préférence aussi longtemps que possible avant la réunion du Conseil.

Directeur régional, ODN*: M. S. Samkange tél.: 066513-2262

Directeur de pays, ODN: M. S. Ouane courriel: sory.ouane@wfp.org

Pour toute question relative à la disponibilité de la documentation destinée au Conseil d'administration, prière de contacter Mme I. Carpitella, Assistante administrative principale de l'Unité des services de conférence (tél.: 066513-2645).

* Bureau régional de Nairobi (Afrique orientale et centrale)

RÉSUMÉ

La présente intervention prolongée de secours et de redressement 200429 entend faire reculer l'insécurité alimentaire et la malnutrition aiguës des populations réfugiées dans le sud-ouest et le nord-ouest de l'Ouganda et des ménages extrêmement vulnérables incapables de faire face à des chocs répétés dans la région la plus pauvre du pays, le Karamoja.

L'un et l'autre de ces groupes cibles ont besoin d'une assistance prolongée, car il faut leur garantir une consommation alimentaire minimale et prévenir la dégradation de leur état nutritionnel. Le Gouvernement n'a que des moyens limités, et ses investissements en faveur de l'autosuffisance, des moyens d'existence et de la protection sociale n'ont pas encore une envergure et un impact suffisants. L'assistance fournie par le PAM complétera son action, sera conforme à l'Objectif stratégique 1 et contribuera aux objectifs du Millénaire pour le développement 1 et 4.

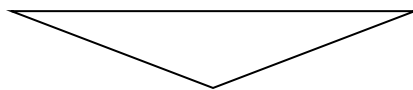
L'appui apporté aux réfugiés est en adéquation avec la politique ougandaise et les activités que mènent le Gouvernement et le Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés en vue de promouvoir l'autosuffisance. Les modalités de transfert sont adaptées aux besoins et aux préférences des bénéficiaires. La stratégie de retrait consiste à mettre progressivement un terme à l'assistance à mesure que l'aptitude des réfugiés à subvenir à leurs propres besoins augmente. Le degré de sécurité alimentaire des réfugiés est proportionnel à la durée de leur séjour dans le pays; la mission tripartite d'évaluation conjointe (2012) recommande que les personnes réfugiées en Ouganda depuis plus de cinq ans ne reçoivent plus qu'une assistance réduite, voire aucune.

L'appui fourni aux ménages extrêmement vulnérables du Karamoja est en accord avec les buts du Programme de développement intégré du Karamoja, qui prône des transferts ciblés en vue de protéger les ménages les plus vulnérables de l'insécurité alimentaire et nutritionnelle, un aspect essentiel pour pouvoir passer des secours à la mise en place de moyens d'existence. Le PAM étudie avec le Gouvernement les possibilités de prise en charge des ménages extrêmement vulnérables bénéficiant actuellement de son appui par le régime national de protection sociale qui est sur le point de voir le jour.

Cette intervention a été conçue en tenant compte des conclusions de la récente évaluation de l'intervention prolongée de secours et de redressement 101213, d'après lesquelles les activités correspondaient tout à fait aux besoins des ménages ciblés. Les recommandations de l'évaluation ont été prises en compte lors de la conception de la nouvelle intervention.

Cette intervention a été préparée après de nombreuses consultations dans le pays, au niveau central et à celui des districts, ainsi qu'avec des partenaires du Gouvernement, des organismes des Nations Unies, des organisations non gouvernementales et des donateurs.

PROJET DE DÉCISION*



Le Conseil approuve l'intervention prolongée de secours et de redressement Ouganda 200429 "Stabilisation de la consommation alimentaire et réduction de la malnutrition aiguë des réfugiés et des ménages extrêmement vulnérables" (WFP/EB.2/2012/9-C/2), qui est proposée.

* Ceci est un projet de décision. Pour la décision finale adoptée par le Conseil, voir le document intitulé "Décisions et recommandations", publié à la fin de la session du Conseil.

ANALYSE DE LA SITUATION ET SCÉNARIOS

Contexte

1. Une croissance économique soutenue a permis à l'Ouganda de faire reculer la pauvreté de 31 pour cent en 2005–2006 à 24,5 pour cent en 2009–2010¹. L'Ouganda est en bonne voie pour parvenir à réduire de moitié son taux de pauvreté de 1992–1993, et la part de sa population qui souffre de la faim a diminué². Toutefois, les progrès sont inégalement répartis et des disparités géographiques demeurent; l'Ouganda se classe au 161^e rang sur 187 selon l'indice de développement humain³. L'amélioration globale de la situation ne concerne pas les réfugiés et les ménages les plus vulnérables de la région la plus pauvre du pays, le Karamoja (voir la carte à l'annexe III).

⇒ Réfugiés

2. L'Ouganda accueille 200 000 réfugiés, qui proviennent essentiellement du Kenya, de la République démocratique du Congo (RDC), du Rwanda, de la Somalie et du Soudan du Sud.
3. Du fait de la dégradation de la sécurité dans l'est de la RDC, un flux constant de réfugiés pénètre en Ouganda depuis juillet 2011, des pics alarmants ayant été relevés en mai et en juillet 2012. Le Gouvernement et le Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR) prévoient que 50 000 réfugiés de plus arriveront de RDC au cours de l'année 2012; plus de 35 000 étaient déjà là en milieu d'année⁴.
4. Au cours du premier semestre de 2012, 2 400 réfugiés sud-soudanais fuyant le conflit dans l'État de Jonglei sont arrivés en Ouganda. Ils pourraient être 6 000 de plus au cours du second semestre de l'année.

⇒ Karamoja

5. Le Karamoja est une région aride à l'environnement dégradé qui est exposée à des risques de catastrophes naturelles, en particulier à des sécheresses, de plus en plus fréquentes et de plus en plus graves: depuis 10 ans, quatre épisodes majeurs de sécheresse ont affecté plus de 600 000 personnes, soit la moitié de la population de la région⁵. Les ménages les plus vulnérables ne sont pas en mesure de résister à des chocs répétés.
6. L'agropastoralisme est la principale source de subsistance. Une seule campagne agricole est possible dans le Karamoja, alors que les sols fertiles et l'agriculture pluviale permettent deux campagnes par an dans le reste du pays.

¹ Pourcentage de la population vivant avec moins de 1,25 dollar par jour. Bureau ougandais des statistiques. Novembre 2010. Enquête nationale sur les ménages ougandais 2009–2010. Kampala.

² Ministère ougandais des finances, de la planification et du développement économique. Septembre 2010. *Millennium Development Goals Report – Uganda*. Kampala.

³ Programme des Nations Unies pour le développement. 2011. *Rapport sur le développement humain 2011*. New York.

⁴ Gouvernement ougandais/HCR. 2012. Plan de secours actualisé concernant l'afflux de réfugiés en provenance de République démocratique du Congo. Kampala.

⁵ Données du Centre de recherche sur l'épidémiologie des catastrophes.

7. Le taux de pauvreté est de 75 pour cent, contre 24,5 pour cent pour l'ensemble du pays. Entre 1992–1993 et 2009–2010, la pauvreté a progressé de 3,6 pour cent dans le Karamoja, alors qu'elle reculait de 31 pour cent au niveau national¹. Le taux net de scolarisation dans le cycle primaire est de 57 pour cent dans le Karamoja, un niveau bien en deçà de la moyenne nationale de 82 pour cent.

Situation en matière de sécurité alimentaire et de nutrition

8. La plupart des Ougandais et des réfugiés consomment une variété d'aliments de base et parviennent ainsi, en général, à éviter la hausse des prix en choisissant les aliments les moins chers. En 2012, les prix du maïs ont largement dépassé leur moyenne historique (+ 92 pour cent en avril)⁶, et les prix du sorgho, du mil, des légumes secs et du plantain sont également en hausse. Ces augmentations concomitantes compromettent la sécurité alimentaire des populations pauvres.

⇒ Réfugiés

9. La sécurité alimentaire des réfugiés dépend de la durée de leur séjour en Ouganda, de leur accès à des terres productives et de leur revenu⁷. Leur dépendance à l'égard de l'aide extérieure diminue dès qu'ils ont accès à des terres, qu'elles leur soient attribuées par le Gouvernement ou cédées de manière informelle par des Ougandais, et dès qu'ils tirent un revenu de diverses activités.
10. La plupart des réfugiés, qui sont en Ouganda depuis plus de cinq ans, se sont installés et adaptés, comme le montre la forte proportion d'entre eux qui se nourrit essentiellement de leur propre production et de ce qu'ils achètent⁸. Les réfugiés arrivés plus récemment et ceux qui sont extrêmement vulnérables dépendent d'une assistance alimentaire extérieure.
11. Les taux de prévalence de la malnutrition aiguë globale et de la malnutrition aiguë grave restent faibles, respectivement 4 pour cent et 1 pour cent⁸, mais ils sont nettement plus élevés chez les nouveaux arrivants. La prévalence du retard de croissance atteint 29 pour cent, soit une forte proportion des enfants. Le taux d'anémie ferriprive est de 60 pour cent chez les enfants de moins de 5 ans et de 45 pour cent chez les femmes. Le HCR fournit un paquet minimal pour la prévention, la maîtrise et le traitement de l'anémie, qui tient compte des causes principales du problème, à savoir l'infestation vermineuse et le paludisme.

⇒ Karamoja

12. En raison de l'irrégularité des précipitations, des faibles rendements, des maladies animales très répandues, des vols de bétail et de la rareté des possibilités de subsistance, la sécurité alimentaire est précaire. Même en haute saison (de novembre à février en général), quand l'année est bonne, le niveau de consommation alimentaire de près de 10 pour cent des ménages est insuffisant⁹. En période de soudure, de mars à octobre, la proportion de ménages extrêmement vulnérables¹⁰ est bien supérieure. L'incapacité de travail est

⁶ PAM. *Uganda Market Update*. Mai 2012. Kampala.

⁷ PAM, HCR et Gouvernement ougandais. Mission d'évaluation conjointe. Avril 2012.

⁸ Entre 52 et 71 pour cent. Action contre la faim, PAM, HCR et Gouvernement ougandais. Octobre 2011. Évaluation de la sécurité alimentaire et de la nutrition des réfugiés en Ouganda. Kampala.

⁹ Action contre la faim. Décembre 2011. Surveillance de la nutrition dans le Karamoja. Kampala.

¹⁰ Les ménages extrêmement vulnérables n'ont pas la capacité de travailler; leurs membres sont des personnes âgées, des enfants et/ou des malades chroniques; 70 pour cent d'entre eux sont dirigés par une femme.

fortement corrélée à l'insécurité alimentaire grave: 95 pour cent des ménages extrêmement vulnérables ont une consommation alimentaire médiocre ou à peine suffisante¹¹.

13. Le taux de prévalence de la malnutrition aiguë est élevé, voire critique¹², puisqu'il va de 9 pour cent dans le district d'Abim à 20 pour cent dans celui de Nakapiripirit au début de la période de soudure; il était de 13 pour cent au mois de mai dans la plupart des districts. Dans les districts de Moroto et de Nakapiripirit, la prévalence de la malnutrition aiguë globale avoisine ou dépasse 10 pour cent, même en saison productive. Les taux d'anémie sont les plus élevés du pays: 70 pour cent chez les enfants de 6 à 59 mois et 44 pour cent chez les femmes de 15 à 49 ans, alors que les moyennes nationales sont de 50 et 24 pour cent respectivement.
14. Des maladies et infections à répétition, un régime alimentaire insuffisant et peu diversifié et l'inadéquation des soins menacent sérieusement la santé et la survie des enfants, en raison notamment de la rareté des services de prévention et de lutte contre les maladies – moins de 24 pour cent des enfants malades atteignent à temps un centre de santé.

POLITIQUES, CAPACITÉS ET ACTIONS DU GOUVERNEMENT ET D'AUTRES ACTEURS IMPORTANTS

Gouvernement

15. Le Gouvernement s'est doté d'une politique relative aux réfugiés (2012) et d'une législation qui reconnaissent leurs droits au travail, à la libre circulation dans le pays et à la vie en communautés et non dans des camps, et qui leur attribuent des terres.
16. Les activités du PAM dans le Karamoja s'inscrivent dans le cadre du Programme intégré de désarmement et de développement du Karamoja¹³, lui-même issu du Plan de paix, de relèvement et de développement¹⁴ du nord de l'Ouganda, qui préconise de recourir à des transferts ciblés pour protéger les ménages les plus vulnérables de l'insécurité alimentaire et de la malnutrition.
17. Le PAM est le principal organisme d'exécution du deuxième Fonds d'action sociale créé par les autorités pour le nord de l'Ouganda, dans le cadre du programme de pays 108070 (2009–2014). Ce fonds devrait être pleinement opérationnel en 2013.
18. Les mesures prônées par la Politique nationale de préparation aux situations d'urgence et de gestion des crises sont notamment les activités Vivres pour la création d'avoirs et les secours alimentaires.

¹¹ PAM/Organisation internationale pour les migrations. Décembre 2010. Base de données sur le ciblage communautaire et le classement des ménages dans le Karamoja. Kampala.

¹² La prévalence de la malnutrition aiguë globale est faible quand elle se situe entre 5 et 9 pour cent, grave quand elle se situe entre 10 et 14 pour cent et critique quand elle dépasse 15 pour cent. Organisation mondiale de la Santé. 1995. *Cut-off Values for Public Health Significance*. www.who.int/nutgrowthb/en.

¹³ Bureau du Premier Ministre. Janvier 2007. Programme intégré de désarmement et de développement du Karamoja, désormais appelé "Programme intégré de développement du Karamoja". Kampala.

¹⁴ Bureau du Premier Ministre. Septembre 2007. Plan de paix, de relèvement et de développement du nord de l'Ouganda 2007–2010. Kampala.

19. Le Gouvernement expérimente actuellement dans quatre districts du Karamoja un système national de protection sociale qui fait appel aux transferts monétaires, les allocations d'assistance sociale au service de l'autonomisation (*Social Assistance Grants for Empowerment* [SAGE])¹⁵, dont le déploiement à l'échelle nationale est prévu pour 2015. Le système SAGE accorde une aide financière aux personnes âgées et aux familles vulnérables.
20. Le Ministère de la santé met en œuvre le troisième Plan stratégique national pour le secteur de la santé, qui encadre les investissements prévus jusqu'en 2015. Il a publié des directives nationales sur la gestion intégrée de la malnutrition aiguë.
21. Le Plan d'action pour la nutrition 2011–2016 constitue le cadre de référence pour l'extension des interventions nutritionnelles.
22. Le Gouvernement a demandé l'assistance des milieux humanitaires pour mettre en œuvre les programmes relevant du Plan de paix, de relèvement et de développement, du Programme intégré de désarmement et de développement du Karamoja, de la politique relative aux réfugiés et des plans sectoriels s'y rapportant.

Autres acteurs importants

23. Le HCR conduit l'action que mènent les Nations Unies, aux côtés du Gouvernement, pour répondre aux besoins de protection et d'assistance des réfugiés. Conformément aux objectifs nationaux d'amélioration de l'autosuffisance, la participation du HCR a pour objet d'améliorer les moyens d'existence. Les investissements ont contribué à renforcer l'autosuffisance, mais les secours alimentaires restent nécessaires. Le PAM, le HCR et l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) vont évaluer conjointement les besoins et décider des solutions à adopter pour développer les moyens de production agricole des réfugiés.
24. Dans le Karamoja, l'Agency for International Development (États-Unis) va lancer en 2013 des programmes de création de moyens de subsistance agricoles et de santé maternelle et infantile, d'un montant estimé à 100 millions de dollars É.-U. sur cinq ans. L'Union européenne appuie un programme de 15 millions d'euros sur cinq ans en faveur de l'investissement et des moyens d'existence dans le Karamoja. La plupart des acteurs ont des moyens limités pour faire face à la situation d'insécurité alimentaire et de malnutrition grave et durable que connaissent les ménages les plus vulnérables, qui sont incapables de participer à la plupart des programmes de relèvement et de développement.
25. Le partenariat REACH aidera le Bureau du Premier Ministre à coordonner l'exécution du Plan d'action pour la nutrition, et ses membres s'emploieront à agir sur les causes de la dénutrition dans les zones bénéficiant d'une assistance dans le cadre de la présente intervention prolongée de secours et de redressement (IPSR). Le PAM est l'organisme chef de file du partenariat REACH en Ouganda.

Coordination

26. Le Bureau du Premier Ministre coordonne les affaires humanitaires. Le Ministère de la préparation aux catastrophes, des secours et des réfugiés se charge des réfugiés et de la gestion des catastrophes et le Bureau des affaires du Karamoja, de la gestion de l'assistance humanitaire fournie à la région.

¹⁵ Avec l'appui du Ministère du développement international du Royaume-Uni et du Gouvernement irlandais.

27. Un comité de gestion composé de ministres et de représentants des bailleurs de fonds, sous la présidence du Ministre d'État chargé du Karamoja, se réunit deux fois par an et guide la mise en œuvre du Plan de paix, de relèvement et de développement et du Programme intégré de désarmement et de développement du Karamoja. Les donateurs représentés au sein de ce comité sont conseillés par le groupe de travail pour le Karamoja.
28. Les responsables administratifs de district coordonnent les investissements dans les districts. Les activités du PAM sont alignées sur les priorités et les plans de développement du Gouvernement à l'échelle des districts.
29. Les ministères de tutelle président les réunions de coordination sectorielle concernant la sécurité alimentaire et les moyens de subsistance agricoles, l'éducation, l'eau et l'assainissement, la santé et la nutrition ainsi que la protection.
30. L'IPSR a été élaborée au niveau central et dans les districts lors de réunions tenues avec les représentants des pouvoirs publics, des donateurs et des partenaires de l'action humanitaire afin de passer en revue les enseignements tirés de l'IPSR précédente (2009-2012) et de convenir de la stratégie et des méthodes à suivre.

OBJECTIFS DE L'ASSISTANCE DU PAM

31. La présente IPSR a pour but d'aider le Gouvernement à remédier à la situation d'insécurité alimentaire et nutritionnelle grave et persistante que connaissent les populations de réfugiés et les ménages extrêmement vulnérables de la région la plus pauvre de l'Ouganda.
32. Conformément au premier Objectif stratégique¹⁶, l'IPSR vise spécifiquement à :
 - améliorer la consommation alimentaire des réfugiés dans le sud-ouest et le nord-ouest du pays et des ménages ciblés dans la région du Karamoja, au Nord-Est; et
 - réduire la malnutrition aiguë parmi les réfugiés, les enfants de 6 à 59 mois, les femmes enceintes et les mères allaitantes ainsi que les adultes souffrant de malnutrition dans le Karamoja.
33. L'IPSR soutient l'action humanitaire d'urgence, l'un des grands axes de la stratégie du PAM en Ouganda pour la période 2009–2014, et contribue aux objectifs du Millénaire pour le développement 1 et 4¹⁷.

STRATÉGIE D'INTERVENTION DU PAM

Nature et efficacité de l'assistance apportée à ce jour en matière de sécurité alimentaire

34. Depuis la grave sécheresse qui a frappé le Karamoja en 2008, plus d'un million de personnes, soit la quasi-totalité de la population de la région, dépendent de l'assistance alimentaire d'urgence fournie par le PAM. Pour aider les ménages à être moins vulnérables à long terme et à mieux résister aux chocs, le PAM a développé les activités Vivres/Espèces pour la création d'avoirs exécutées dans le cadre du programme de pays 108070 (2009–2014), qui prévoit également des interventions destinées à améliorer la

¹⁶ Sauver des vies et protéger les moyens de subsistance dans les situations d'urgence.

¹⁷ Objectifs du Millénaire pour le développement: 1 – réduire l'extrême pauvreté et la faim; et 4 – réduire la mortalité infantile.

sécurité alimentaire et la nutrition dans les zones caractérisées par une vulnérabilité chronique ainsi qu'à soutenir l'agriculture et le développement des marchés. La plupart des ménages exposés à l'insécurité alimentaire qui recevaient auparavant une aide d'urgence participent maintenant à ce programme de vaste envergure: la plupart des centres de santé et toutes les écoles bénéficient d'une assistance du PAM, et la moitié de la population participe à des activités de création d'avoires.

35. L'IPSR 101213 "Activités prolongées de secours en faveur des personnes déplacées et des réfugiés" a démarré en avril 2009. En mars 2011, une révision budgétaire a stoppé l'assistance en faveur des personnes déplacées dans la région d'Acholi et élargi la couverture de l'intervention pour venir en aide à 32 500 ménages extrêmement vulnérables du Karamoja qui ne peuvent participer aux activités de transfert de vivres ou d'espèces du programme de pays en vue de la création d'avoires. L'IPSR 101213 prendra fin en décembre 2012.
36. Le PAM a fourni une assistance alimentaire à près de 130 000 réfugiés dans huit zones d'installation en milieu rural¹⁸; il s'agit de personnes qui ont été déplacées et ont besoin d'une assistance extérieure. Le besoin d'assistance alimentaire des réfugiés diminue au bout de trois ans, à mesure que leurs possibilités de gain et de production alimentaire s'améliorent. Après cinq ans de séjour en Ouganda, de nombreux réfugiés n'ont plus besoin d'une assistance du PAM.
37. La plupart des ménages extrêmement vulnérables du Karamoja possèdent quelques biens, par exemple de petits animaux, et peuvent donc en tirer un revenu. L'appui fourni par le PAM complète la nourriture qu'ils peuvent obtenir par leurs propres moyens. Les communautés locales les aident un peu; les ménages les plus vulnérables comptent sur leurs amis et leurs voisins quand la nourriture manque. En période de soudure, la capacité d'assistance des communautés est mise à rude épreuve et les secours du PAM deviennent nécessaires.
38. Une évaluation externe de l'IPSR 101213 réalisée en mai 2012 a conclu que les activités étaient pertinentes et adaptées et complétaient les interventions du programme de pays. Les recommandations de l'évaluation dont il a été tenu compte pour la présente IPSR (200429) sont les suivantes:
 - *pour les réfugiés:* i) modification des rations selon la proposition de la mission d'évaluation conjointe de 2011, afin de lier l'assistance du PAM à la durée de séjour dans le pays, considérée comme un indicateur raisonnable de la sécurité alimentaire; et ii) possibilité de recourir aux transferts monétaires pour les réfugiés installés dans des zones où la situation des marchés est favorable; et
 - *dans le Karamoja:* i) maintien du ciblage des ménages et non des personnes pour réduire les erreurs d'inclusion; ii) surveillance des scores de consommation alimentaire des ménages vulnérables; et iii) maintien de la supplémentation alimentaire dispensée selon l'approche communautaire, qui est plus onéreuse que les interventions dans les établissements de santé, mais a permis d'étendre la prise en charge d'environ 50 pour cent à plus de 70 pour cent des enfants souffrant de malnutrition modérée et couvre 90 pour cent des communes de la région¹⁹ – les taux de récupération sont systématiquement atteints et les taux de défaillance n'ont pas augmenté depuis qu'une approche communautaire a été adoptée.

¹⁸ Pakelle, Rhino Camp, Kiryandongo, Kyaka I et II, Nakivale, Oruchinga et Rwamwanja.

¹⁹ PAM. Mai 2012. Évaluation décentralisée de l'IPSR Ouganda. Une commune est une subdivision administrative plus grande qu'une communauté mais plus petite qu'un sous-comté.

Grands axes de la stratégie

39. L'IPSR a pour objet de subvenir exclusivement aux besoins prolongés de secours. Les interventions s'attaquent aux causes directes d'une consommation alimentaire insuffisante et de la malnutrition aiguë et prévoient les activités ci-après.
40. *Distribution de vivres et d'espèces aux réfugiés.* Le PAM, le Gouvernement et le HCR ont étudié et comparé l'utilité des transferts alimentaires par rapport aux transferts monétaires et aux bons en fonction des caractéristiques du marché, des réseaux de détaillants, des aspects politiques et des préférences des bénéficiaires. Il serait possible de recourir aux transferts monétaires pour les réfugiés dans trois zones d'installation – Rhino Camp, Pakelle et Kiryandongo –, où les marchés sont accessibles, le risque d'inflation négligeable et l'apport d'espèces à même de favoriser l'intégration économique à long terme, offrant sans doute ainsi une solution durable aux réfugiés. Selon une étude conjointe de faisabilité réalisée en mai 2012, 25 pour cent des réfugiés seraient favorables aux transferts monétaires. Leur introduction en 2013 sera précédée par une action de sensibilisation sur la nutrition et d'autres aspects s'y rapportant; une évaluation sera réalisée à la fin de l'année 2013. S'il y a lieu, le PAM présentera une révision budgétaire pour étendre les transferts monétaires à d'autres réfugiés.
41. *Distributions ciblées en faveur des ménages extrêmement vulnérables du Karamoja.* Les transferts de vivres sont probablement préférables aux transferts monétaires pour garantir une consommation alimentaire minimale acceptable aux ménages extrêmement vulnérables des zones à déficit vivrier où les marchés sont peu développés, et ils risquent moins de contribuer à l'inflation. Le PAM étudiera la possibilité de passer à des transferts monétaires pour les ménages situés à proximité des centres de commerce du Karamoja, en coordination avec le système SAGE et dans le cadre plus large des efforts déployés pour offrir une protection sociale durable aux ménages les plus vulnérables. Pendant la période de soudure, certains ménages du Karamoja recevront 50 pour cent de la ration d'urgence standard recommandée, qui est de 2 100 kcal par personne et par jour.
42. *Supplémentation ciblée.* Le PAM fournira une alimentation supplémentaire ciblée aux enfants souffrant de malnutrition modérée, aux femmes enceintes et aux mères allaitantes ainsi qu'aux adultes malnutris dans le Karamoja. L'IPSR conservera l'approche communautaire de la supplémentation alimentaire de façon à: i) atteindre les personnes qui n'ont pas accès aux centres de santé; ii) repérer les cas de malnutrition le plus tôt possible; et iii) fournir des services de supplémentation et de santé de proximité. Les équipes sanitaires dans les villages bénéficieront d'une formation leur permettant de détecter les cas de malnutrition modérée, d'effectuer des dépistages périodiques chez les enfants et les adultes et de surveiller la récupération pendant le traitement. La mission d'évaluation conjointe de 2011 a recommandé de poursuivre la supplémentation ciblée et l'appui à l'alimentation thérapeutique en faveur des réfugiés dans le sud-ouest de l'Ouganda. Les distributions seront effectuées par l'intermédiaire des centres de santé, qui sont aisément accessibles dans les zones d'installation des réfugiés.
43. *Appui à l'alimentation thérapeutique assurée par le Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF).* Le PAM complétera l'alimentation des malades hospitalisés et des personnes qui s'occupent d'eux au cours de la troisième phase du traitement des enfants souffrant de malnutrition grave dans les zones d'accueil des réfugiés et dans le Karamoja. Il distribuera une bouillie nutritive au moment de la préparation des enfants à l'arrêt de l'alimentation thérapeutique, et une ration alimentaire pour une personne par enfant traité à l'hôpital. Cet appui correspond à la répartition des responsabilités convenues avec l'UNICEF.

44. Si l'on se fie aux tendances passées, le Karamoja devrait subir une sécheresse qui compromettra encore davantage l'aptitude des ménages extrêmement vulnérables à subvenir à leurs besoins alimentaires et nutritionnels de base pendant l'exécution de l'IPSR. Pour y faire face, le PAM augmentera la taille de la ration et/ou la durée de l'assistance en fonction des nouveaux besoins estimés.
45. Un nouvel épisode de sécheresse pourrait aussi accroître l'insécurité alimentaire d'autres ménages. La plupart des ménages du Karamoja que l'on sait menacés d'insécurité alimentaire participent actuellement à des activités Vivres/Espèces contre travail dans le cadre du programme de pays. Le PAM pourrait augmenter la taille de la ration, la durée de l'assistance et/ou le nombre de ménages ciblés.
46. Pour faire face à la sécheresse, le PAM s'efforcera d'éviter la dégradation de la sécurité alimentaire et de la nutrition tout en maintenant l'orientation stratégique décidée avec le Gouvernement, à savoir ne plus recourir à une assistance alimentaire d'urgence généralisée de grande ampleur. Une assistance supplémentaire sera mobilisée au moyen d'une révision de l'IPSR ou d'une opération d'urgence.

Stratégie de transfert des responsabilités

⇒ Réfugiés

47. Rares sont les réfugiés favorables à un rapatriement. La situation en RDC, d'où sont originaires la plupart d'entre eux, n'est certes pas favorable au retour. Certains réfugiés du Soudan du Sud devraient être rapatriés si la situation s'améliore dans leur pays. La plupart des réfugiés actuels vont continuer d'avoir besoin de protection et d'assistance en Ouganda. Les institutions des Nations Unies encouragent les activités de subsistance pour ces populations. Le HCR et le Gouvernement ougandais étudient les perspectives d'insertion locale des réfugiés congolais et rwandais de longue date.

⇒ Karamoja

48. La stratégie de transfert des responsabilités prévoit pour les ménages extrêmement vulnérables une transition de l'assistance fournie dans le cadre de l'IPSR vers une prise en charge par le système SAGE, et/ou des activités de création d'avoirs dans le cadre du programme de pays. Il faudra à cette fin que le système SAGE: i) prenne en charge une forte proportion des ménages bénéficiaires de l'IPSR; ii) prévoie des transferts suffisants pour protéger la consommation alimentaire des ménages; iii) soit entièrement déployé pendant la période d'exécution de l'IPSR; et iv) s'accompagne d'un plan gouvernemental expressément conçu pour répondre aux besoins d'urgence en cas de crises récurrentes.
49. Le PAM et le système SAGE vont collaborer pour définir la portée et les modalités du transfert des responsabilités. Il faudra notamment envisager l'harmonisation du ciblage, une étude comparative des niveaux de transfert, les modalités et l'utilisation des transferts alimentaires et monétaires dans les deux programmes, ainsi que les options possibles à long terme pour répondre aux besoins d'urgence tout en s'attaquant à la pauvreté chronique. Un plan de transition sera élaboré dans le courant de l'année 2013, qui pourrait rendre nécessaire une révision de la présente IPSR. Le PAM continuera de fournir une assistance alimentaire tant que les systèmes nationaux nécessaires ne sont pas en place, et il pourrait aussi conserver un rôle à plus long terme dans le cadre de la prise en charge de la vulnérabilité aiguë.

50. Dans la mesure du possible, le PAM incitera les ménages bénéficiant d'une assistance à prendre part à des activités à plus long terme pour améliorer leur capacité de résistance et réduire leur vulnérabilité. Ceux qui développeront la capacité de travail de leurs membres adultes au cours de la période de l'IPSR pourront prendre part aux activités de création d'avoirs du programme de pays. Après 2015, les ménages qui ne seront toujours pas en mesure de travailler recevront une assistance sous forme de transferts, dans le cadre de l'approche communautaire du programme de pays s'ils ne bénéficient pas du système SAGE.

BÉNÉFICIAIRES ET CIBLAGE

51. L'IPSR répond aux besoins alimentaires et nutritionnels immédiats des personnes suivantes:

- les réfugiés du sud-ouest et du nord-ouest du pays;
- les ménages extrêmement vulnérables du Karamoja;
- les enfants de 6 à 59 mois souffrant de malnutrition modérée, les femmes enceintes et les mères allaitantes, les adultes malnutris du Karamoja et des zones d'installation des réfugiés dans le sud-ouest de l'Ouganda; et
- les enfants souffrant de malnutrition grave dans le Karamoja et les zones d'installation des réfugiés dans le sud-ouest de l'Ouganda, ainsi que les personnes s'occupant d'eux.

⇒ Réfugiés

52. Le ciblage des réfugiés est effectué à partir des listes établies par le HCR. Pour la période 2013–2015, les effectifs de bénéficiaires ont été calculés sur la base des chiffres du HCR, qui tiennent compte des nouveaux arrivants attendus, des rapatriements et de l'accroissement démographique. Le scénario prévoit une relative stabilité de l'effectif de réfugiés de longue date, auxquels s'ajouteront 50 000 nouveaux arrivants en provenance de l'est de la RDC et 6 000, de l'État de Jonglei (Soudan du Sud).

53. L'IPSR ne prévoit aucune autre augmentation de l'effectif après 2013 dans la mesure où il est difficile d'établir des estimations précises; on a supposé que les nouveaux arrivants de 2012 rentreront chez eux après 2013. Les réfugiés qui resteront ou arriveront en Ouganda après 2013 bénéficieront d'une assistance dans le cadre d'une révision de l'IPSR ou d'une opération d'urgence.

⇒ Karamoja

54. Il est prévu que 34 100 ménages extrêmement vulnérables auront besoin d'une assistance dans le cadre de la présente IPSR. Une nouvelle vérification des ménages ciblés devrait être effectuée à la fin de l'année 2012 pour confirmer les chiffres prévisionnels²⁰. Les effectifs de bénéficiaires de la supplémentation ciblée et du soutien à l'alimentation thérapeutique ont été calculés en fonction de la prévalence attendue de la malnutrition aiguë modérée et grave.

²⁰ À l'issue d'une nouvelle vérification, organisée par le PAM et réalisée par les communautés du Karamoja, les ménages qui comptent désormais des adultes capables de travailler seront rayés des listes et ceux qui n'en ont plus y seront ajoutés, conformément à l'indicateur de l'extrême vulnérabilité retenu.

TABLEAU 1: BÉNÉFICIAIRES, PAR ACTIVITÉ

Activité	Hommes/garçons	Femmes/filles	Total
Distributions ciblées de vivres – réfugiés	83 000	94 000	177 000
Distributions ciblées de vivres – ménages extrêmement vulnérables du Karamoja	73 000	82 000	155 000
Supplémentation ciblée – réfugiés*	2 300	2 800	5 100
Supplémentation assurée selon l'approche communautaire – Karamoja**	48 000	58 000	106 000
Appui à l'alimentation thérapeutique – patients	4 000	4 000	8 000
Appui à l'alimentation thérapeutique – aidants	1 000	7 000	8 000
TOTAL, APRÈS AJUSTEMENT***	170 000	222 000	392 000

* 1280 personnes sous traitement pendant trois mois, soit 5 120 personnes par an.

** 26 430 personnes sous traitement pendant trois mois, soit 105 720 personnes par an.

*** Ajusté pour ne pas compter deux fois les mêmes personnes, par exemple celles qui bénéficient à la fois des distributions ciblées de vivres et d'une supplémentation ciblée.

CONSIDÉRATIONS D'ORDRE NUTRITIONNEL, RATIONS ET VALEUR DES TRANSFERTS MONÉTAIRES

55. Pour les distributions ciblées de vivres, la taille des rations correspond au déficit nutritionnel net estimé pour les réfugiés et les ménages extrêmement vulnérables du Karamoja. On verra au tableau 2 la taille des rations prévue pour les réfugiés à la suite des recommandations les plus récentes formulées par la mission d'évaluation conjointe.

TABLEAU 2: RATIONS POUR LES RÉFUGIÉS (RECOMMANDÉES PAR LA MISSION D'ÉVALUATION CONJOINTE)

Critère	Pourcentage de la ration complète (2 100 kcal/personne/jour)
En Ouganda depuis 3 ans ou moins et extrêmement vulnérables	100
En Ouganda depuis 4 à 5 ans (nord-ouest)	50
En Ouganda depuis 4 à 5 ans (sud-ouest)	60
En Ouganda depuis plus de 5 ans (nord-ouest)	0
En Ouganda depuis plus de 5 ans (sud-ouest)*	50

* Les réfugiés de longue date dans le sud-ouest du pays, en particulier dans la vaste zone d'installation de Nakivale/Oruchinga, reçoivent des parcelles plus petites et moins productives.

56. La taille des rations distribuées aux ménages extrêmement vulnérables équivaut à 50 pour cent de la ration complète (voir le tableau 3).

57. Pour les distributions ciblées de vivres, la ration alimentaire se composera de maïs en grains, de légumes secs, d'huile végétale enrichie, de Supercereal et de sel iodé (voir le tableau 3). Les réfugiés qui arriveront en 2013 recevront de la farine de maïs et les réfugiés de longue date qui ont accès à une meunerie, du maïs en grains.
58. Pour le traitement de la malnutrition aiguë, la ration alimentaire se composera de Supercereal Plus, conformément aux normes définies par le PAM. Les critères de début et de fin de prise en charge définis pour l'activité de supplémentation ciblée sont conformes aux directives du Ministère de la santé relatives à la gestion intégrée de la malnutrition aiguë.
59. Le montant des transferts monétaires correspondra à la valeur des produits alimentaires sur les marchés locaux, compte tenu de l'inflation prévue des prix des denrées. Il couvrira le coût des aliments enrichis locaux, par exemple l'aliment composé soja-mil moulu en remplacement du Supercereal, qui n'est pas disponible sur les marchés dans les zones bénéficiant des transferts monétaires.

TABLEAU 3: RATIONS ALIMENTAIRES/TRANSFERTS, PAR ACTIVITÉ (g/personne/jour)

Produit	Distributions ciblées de vivres				Supplémentation ciblée	Appui à l'alimentation thérapeutique	
	Réfugiés (extrêmement vulnérables) (100% de la ration)	Réfugiés (100% de la ration)	Réfugiés (60% de la ration)	Réfugiés et ménages extrêmement vulnérables (50% de la ration)		Enfants 6-59 mois, femmes enceintes et mères allaitantes, adultes souffrant de malnutrition	Patients hospitalisés
Maïs en grains	–	400	220	200	–	–	–
Farine de maïs	390	–	–	–	–	–	390
Légumes secs	70	80	50	40	–	–	100
Huile végétale	30	30	15	10	–	10	40
Supercereal	50	50	50	50	–	60	–
Supercereal Plus	–	–	–	–	200*	–	–
Sucre	–	–	–	–	–	10	–
Sel	5	5	5	5	–	–	–
Transferts monétaires (dollars/personne/jour)**	–	0,61	–	0,29	–	–	–
TOTAL	545	565	340	305	200	80	530
Total kcal/jour	2 116	2 122	1 259	1 111	787	354	2 116
Pourcentage de kcal d'origine protéique	10,3	12,0	12,6	12,5	16,6	10,4	10,0
Pourcentage de kcal d'origine lipidique	17,6	21,6	20,3	18,7	23,2	37,7	20,3
Nombre de jours d'alimentation par an	365	365	365	365 réfugiés 225 ménages extrêmement vulnérables	90	30	30

* 5 pour cent seulement de ces bénéficiaires sont des adultes. Tous les bénéficiaires recevront du Supercereal Plus pour éviter la complication que représenterait pour les partenaires des communautés l'utilisation de deux produits différents.

** Des transferts monétaires sont prévus pour 25 pour cent des réfugiés dans trois zones d'installation.

TABLEAU 4: TOTAL DES BESOINS EN PRODUITS ALIMENTAIRES (<i>en tonnes</i>) ET EN ESPÈCES (<i>en dollars</i>), PAR ACTIVITÉ				
	Distributions ciblées de vivres	Supplémentation ciblée	Appui à l'alimentation thérapeutique	Total
Maïs en grains	80 153	–	–	80 153
Farine de maïs	5 476	–	282	5 758
Légumes secs	17 136	–	36	17 172
Huile végétale	5 746	–	21	5 767
Supercereal/Supercereal Plus	14 460	5 797	69	20 327
Sel	1 446	–	–	1 446
Sucre	–	–	7	7
TOTAL (<i>en tonnes</i>)	124 416	5 797	416	130 629
Transferts monétaires (<i>en dollars</i>)	3 390 912	–	–	3 390 912

DISPOSITIF D'EXÉCUTION

Participation

60. Des comités communautaires de gestion des produits alimentaires constitués par les bénéficiaires travailleront avec le PAM, les partenaires coopérants et les autres parties prenantes pour l'enregistrement des bénéficiaires et les distributions. Les femmes représenteront au moins 50 pour cent du personnel d'encadrement de ces comités.

Partenaires et capacités

61. Pour réaliser les évaluations, le PAM s'en remettra à divers partenaires, dont l'UNICEF, la FAO, le HCR et Action contre la faim. Pour ce qui est de l'exécution, il sélectionnera des organisations non gouvernementales (ONG) installées dans ses zones d'intervention et ayant les compétences requises. De nouveaux partenaires seront sélectionnés sur la base de critères très précis et d'évaluations préalables; les partenariats existants font l'objet chaque année d'une évaluation de performance. Les pouvoirs publics participeront à ces deux processus.

62. Le bureau de pays a noué de solides relations avec les partenaires d'exécution et dispose d'un personnel déjà aguerri et présent sur le terrain pour assurer l'exécution de cette IPSR. Il dispose de six bureaux auxiliaires: deux dans les zones d'accueil des réfugiés et quatre dans le Karamoja.

Achats et logistique

63. La présente IPSR suivra les procédures d'achat normalisées du PAM en recherchant les marchés les plus économiques, qu'ils soient internationaux, régionaux ou locaux. Les produits achetés localement le seront dans les régions du pays où la production est excédentaire. Les achats locaux et les produits transportés par mer jusqu'aux ports de Mombasa (Kenya) ou de Dar es-Salaam (République-Unie de Tanzanie) seront acheminés jusqu'aux centres de livraison du PAM situés à Tororo et à Kampala, principalement par la route mais également par le rail. À partir de là, les produits seront transportés vers les 11 points de livraison avancés avant de parvenir aux points de distribution. Le PAM utilise en Ouganda des transporteurs commerciaux locaux ou ses propres camions.

Modalités de transfert

64. Le bureau de pays exécute des activités d'assistance alimentaire telles que proposées dans la présente IPSR depuis 2009 dans le cadre de l'IPSR 101213, et des activités de transferts monétaires depuis avril 2011 dans le cadre du programme de pays. Pour les transferts monétaires, le PAM sélectionnera les prestataires par voie d'appel d'offres et utilisera le modèle du compte de caisse. Les partenaires du PAM en Ouganda sont des banques locales et ce sont des ONG qui se chargent du suivi de l'activité.

65. L'assistance fournie sous forme monétaire présente des risques de détournement et de fraude. Le PAM atténuera ces risques en recourant aux procédures qui ont fait leurs preuves: coordination entre le HCR, le PAM et le prestataire de services durant le processus initial d'enregistrement des bénéficiaires; mise en place de mécanismes de réclamation; et utilisation de la photo et d'un code confidentiel comme moyens d'identification. L'argent sera distribué par l'intermédiaire de mécanismes mobiles de transfert.

Articles non alimentaires

66. Le PAM financera des activités de sensibilisation en matière de nutrition et d'initiation à la finance en faveur des bénéficiaires des transferts monétaires, la fourniture du matériel nécessaire pour assurer la gestion de la malnutrition modérée et la supplémentation, et les aides fournies pour mettre sur pied à l'échelle des villages des équipes de santé chargées de mobiliser la population.

67. Le PAM assurera la formation des réfugiés en ce qui concerne la construction de fourneaux consommant peu de combustible afin de réduire l'abattage des arbres autour des camps et d'atténuer la charge de travail des femmes et les risques que leur fait courir la collecte du bois. Le bureau de pays participe depuis deux ans à l'initiative Safe Access to Firewood and Alternative Energy et encourage l'utilisation de technologies économisant le combustible dans le Karamoja.

SUIVI DE LA PERFORMANCE

68. Les données de référence de la présente IPSR seront tirées d'une enquête globale sur la sécurité alimentaire et la nutrition réalisée au dernier trimestre de 2012. Les indicateurs d'effets directs des distributions ciblées de vivres seront surveillés grâce à un système de suivi de la sécurité alimentaire et de la nutrition établi en collaboration avec l'UNICEF, le HCR, le Gouvernement et d'autres partenaires. Les indicateurs des effets directs de la supplémentation ainsi que des produits de toutes les activités feront l'objet de rapports mensuels envoyés par les partenaires coopérants.

69. Les questions se rapportant aux processus – utilisation, protection et chevauchement des activités par exemple – seront traitées dans le cadre du suivi de la composition des rations et du suivi post-distribution.
70. Le PAM veillera à ce que les données de suivi soient exactes, complètes et communiquées en temps voulu grâce à un dispositif interne prévoyant des examens semestriels et des visites de contrôle dans les bureaux auxiliaires et auprès des partenaires.
71. Un examen interne à mi-parcours des activités de l'IPSR sera réalisé en 2014, en collaboration avec les partenaires et avec l'appui du bureau régional. Une évaluation externe finale aura lieu au cours du premier trimestre de 2015.

GESTION DES RISQUES

72. Le bureau de pays a établi un registre des risques pour faciliter la préparation aux situations d'urgence et l'intervention en cas de crise. Les principaux risques liés au contexte sont notamment une grave sécheresse, un net accroissement du nombre de réfugiés, une inondation importante et une interruption des filières d'approvisionnement due à l'instabilité dans les pays voisins.
73. Le PAM dispose de systèmes de suivi de ces risques qui déclenchent des actions de contrôle, d'atténuation ou d'intervention. Les indicateurs d'alerte rapide sont notamment le niveau des précipitations, le nombre de nouveaux réfugiés et la fréquence des arrivées en Ouganda, la situation en matière de sécurité dans les pays voisins ainsi que les prix des carburants et du transport. Le Gouvernement, le HCR et le PAM ont élaboré des plans communs de secours en cas d'afflux de réfugiés. Les mesures de préparation aux urgences sont régulièrement mises à jour par le bureau de pays et les bureaux auxiliaires.
74. Pour atténuer les risques que pose la sécurité des transferts monétaires dans les zones d'installation des réfugiés, le PAM interviendra par l'intermédiaire du système bancaire en place et appliquera les mesures de sécurité déjà adoptées pour les activités de distribution d'argent dans le cadre du programme de pays.
75. Les principaux risques liés au programme tiennent à l'irrégularité de l'approvisionnement en vivres et en espèces que pourraient entraîner des retards dans la mobilisation des ressources et/ou l'absence de produits de qualité à acheter. En cas de déficit de financement ou de retard dans l'approvisionnement en produits importés, le bureau de pays achètera du Supercereal, qui est disponible en Ouganda, en remplacement du Supercereal Plus, et du maïs en grains à la place de la farine de maïs, diminuera les rations et/ou la durée de l'assistance et/ou accordera la priorité aux interventions visant à réduire la malnutrition aiguë dans les zones de forte prévalence et à répondre aux besoins des populations extrêmement vulnérables.
76. Le bureau de pays réalisera une évaluation périodique des risques et fera régulièrement le point avec les divers intervenants sur l'état d'avancement des mesures d'atténuation prévues à cet égard. La communication en temps voulu des révisions de l'IPSR aux partenaires et aux autres parties prenantes contribuera au maintien de la crédibilité de l'intervention du PAM.

Gestion des risques en matière de sécurité

77. En matière de sécurité, les risques sont régulièrement évalués conformément aux Normes minimales de sécurité opérationnelle (MOSS) applicables à Kampala, dans le Karamoja et dans le reste du pays. Des évaluations spécifiques peuvent être effectuées si besoin est.
78. Dans le Karamoja, la sécurité s'améliore globalement depuis quelques années, bien que l'insécurité et la violence continuent de préoccuper la population locale. Les principaux incidents signalés sont des attaques-surprises et des vols de bétail qui entraînent souvent des violences intercommunautaires et des affrontements entre voleurs et forces de l'ordre. En application des normes MOSS propres à la région, les organismes des Nations Unies ont recours à des escortes policières armées sur de nombreuses routes du Karamoja. Ces escortes représentent une part non négligeable du coût d'exécution des programmes.

ANNEXE I-A

VENTILATION DES COÛTS DE L'INTERVENTION			
Produits alimentaires¹	Quantité (en tonnes)	Valeur (en dollars)	Valeur (en dollars)
Céréales	85 910	26 146 768	
Légumes secs	17 172	11 819 340	
Huile et matières grasses	5 767	7 616 517	
Aliments mélangés et composés	20 327	18 188 716	
Autres	1 453	166 254	
Total produits alimentaires	130 629	63 937 596	
Transferts monétaires		3 390 912	
Produits alimentaires et transferts			67 328 508
Transport extérieur			1 879 416
Transport terrestre, entreposage et manutention			18 554 554
Autres coûts opérationnels directs			12 939 900
Coûts d'appui directs ² (voir annexe I-B)			18 848 133
Total des coûts directs pour le PAM			119 550 510
Coûts d'appui indirects (7,0 pour cent) ³			8 368 536
COÛT TOTAL POUR LE PAM			127 919 046

¹ Il s'agit d'un assortiment alimentaire indicatif utilisé à des fins d'établissement du budget et d'approbation, dont le contenu peut varier.

² Chiffre indicatif donné à titre d'information. La part allouée aux coûts d'appui directs est revue chaque année.

³ Le taux de recouvrement des coûts d'appui indirects peut être modifié par le Conseil pendant la durée du projet.

ANNEXE I-B

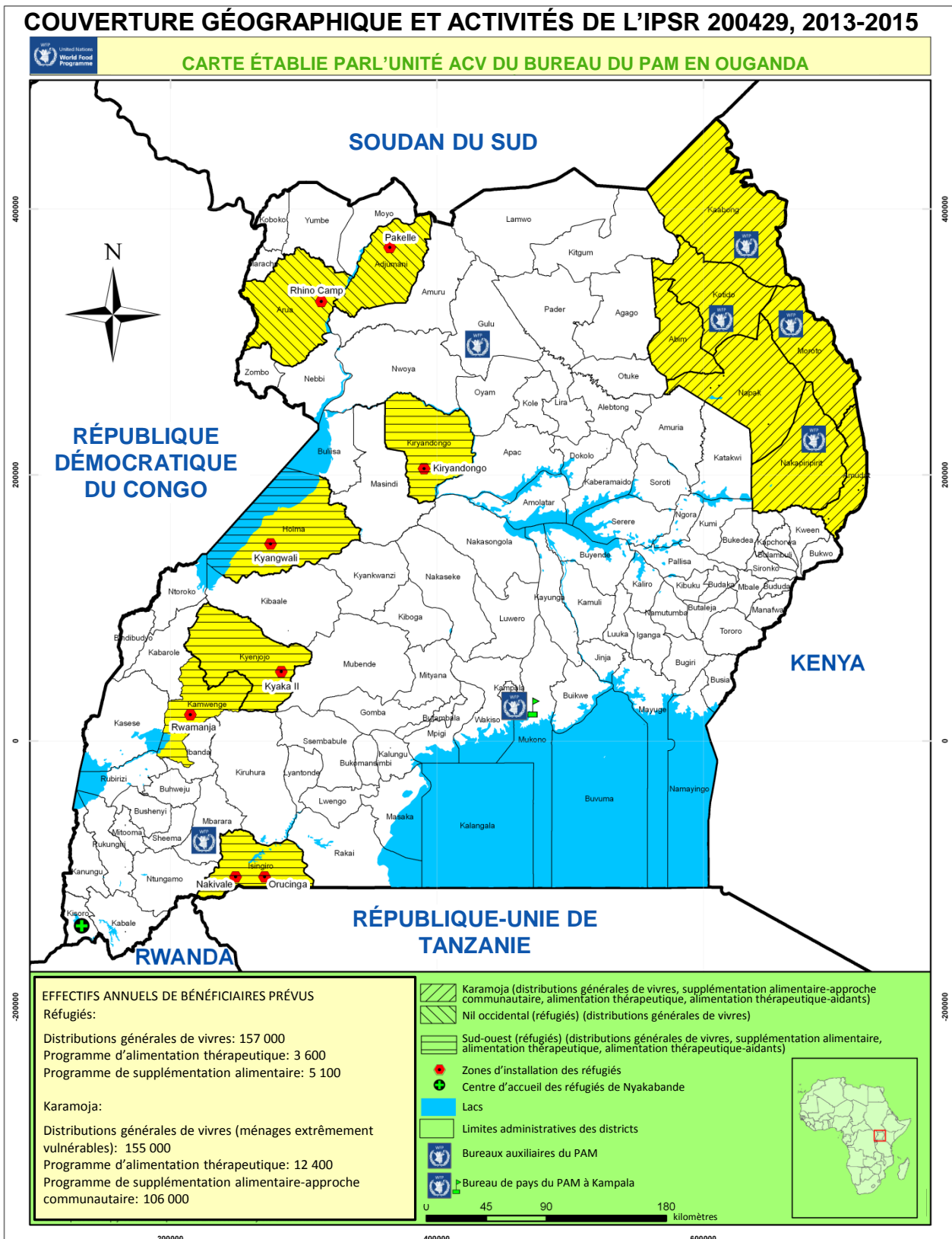
COÛTS D'APPUI DIRECTS (en dollars)	
Dépenses de personnel et frais connexes	
Administrateurs recrutés sur le plan international	3 689 370
Personnel local – administrateurs recrutés sur le plan national	1 903 820
Personnel local – agents des services généraux	2 693 351
Personnel local – personnel temporaire	150 825
Personnel local – heures supplémentaires	120 000
Consultants internationaux	200 000
Consultants locaux	116 667
Volontaires des Nations Unies	240 000
Voyages officiels du personnel	1 804 000
Total partiel	10 918 033
Dépenses de fonctionnement	
Location des locaux	1 650 000
Charges (électricité, etc.)	495 000
Fournitures de bureau et petit matériel	539 400
Services de communication	726 000
Réparation et entretien du matériel	660 000
Exploitation et entretien des véhicules	1 145 100
Installation des bureaux et réparations	425 000
Prestation de services d'organismes des Nations Unies	495 000
Total partiel	6 135 500
Dépenses d'équipement et autres coûts	
Location de véhicules	443 700
Matériel de communication	543 000
Dépenses locales de sécurité	807 900
Total partiel	1 794 600
TOTAL DES COÛTS D'APPUI DIRECTS	18 848 133

ANNEXE II: CADRE LOGIQUE

Chaîne de résultats	Indicateurs de performance	Hypothèses
Objectif stratégique 1: sauver des vies et protéger les moyens de subsistance dans les situations d'urgence		
Effet direct 1 Malnutrition aiguë en recul parmi les enfants et les populations ciblées	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Prévalence de la malnutrition aiguë chez les enfants de moins de 5 ans (rapport poids/taille, en pourcentage) Cibles: < 10% dans le Karamoja; < 5% dans les populations de réfugiés ➤ Taux de récupération dans le cadre du programme de supplémentation Cible: > 85% ➤ Taux d'abandon dans le cadre du programme de supplémentation et d'alimentation thérapeutique Cible: < 15% ➤ Taux de mortalité dans le cadre du programme d'alimentation thérapeutique Cible: < 3% 	Aucune épidémie de grande ampleur n'éclate dans les zones d'intervention. Il n'y a pas de problème majeur d'accès du fait de conflits ou de catastrophes naturelles. Des ressources suffisantes sont mobilisées à temps auprès des donateurs.
Produit 1.1 Produits alimentaires de qualité distribués en quantité suffisante dans le cadre du programme de supplémentation et d'alimentation thérapeutique	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Nombre de femmes, d'hommes, de filles et de garçons pris en charge par le programme de supplémentation qui reçoivent une assistance alimentaire, par catégorie et en pourcentage du nombre prévu ➤ Nombre de femmes, d'hommes, de filles et de garçons pris en charge par le programme d'alimentation thérapeutique qui reçoivent une assistance alimentaire, par catégorie et en pourcentage du nombre prévu ➤ Quantité de produits alimentaires distribués en temps voulu, par activité et par type, en pourcentage des quantités prévues 	
Effet direct 2 Consommation alimentaire améliorée pendant la durée de l'assistance pour les réfugiés et les ménages ciblés du Karamoja	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Score de consommation alimentaire des ménages (ménages extrêmement vulnérables et réfugiés) Cible: > 28 	
Produit 2.1 Produits alimentaires de qualité et transferts monétaires distribués en quantité suffisante et en toute sécurité aux réfugiés et aux ménages ciblés du Karamoja	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Nombre de femmes, d'hommes, de filles et de garçons qui bénéficient de rations alimentaires ciblées et de transferts monétaires, par catégorie et en pourcentage du nombre prévu ➤ Quantité de produits/somme d'argent distribuée, par activité et par type, en pourcentage de la quantité/somme prévue ➤ Quantité de produits enrichis, d'aliments complémentaires et de produits nutritionnels spéciaux distribués, par type, en pourcentage des quantités prévues ➤ Quantité d'aliments enrichis, d'aliments complémentaires et de produits nutritionnels spéciaux distribués, par type, en pourcentage des distributions alimentaires effectives totales ➤ Nombre d'organismes des Nations Unies et d'organisations internationales collaborant pour fournir les apports et services complémentaires, par activité 	



ANNEXE III



Les appellations employées dans cette carte et la présentation des données qui y figurent n'impliquent de la part du Programme alimentaire mondial (PAM) aucune prise de position quant au statut juridique des pays, territoires, villes ou zones, ni quant au tracé de leurs frontières ou limites.

LISTE DES SIGLES UTILISÉS DANS LE PRÉSENT DOCUMENT

FAO	Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture
HCR	Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés
IPSR	intervention prolongée de secours et de redressement
MOSS	Normes minimales de sécurité opérationnelle
ONG	organisation non gouvernementale
RDC	République démocratique du Congo
REACH	partenariat REACH (visant à éliminer la faim chez les enfants)
SAGE	allocations d'assistance sociale au service de l'autonomisation
UNICEF	Fonds des Nations Unies pour l'enfance